

# « Si l'Eurozone se décomposait, tout pouvait être remis en cause »

► Le président de la Commission européenne, reconnaît « On aurait pu tout perdre. »

► Mais la Grèce a tort de se sentir humiliée.

## ENTRETIEN

C'est sur fond de musique militaire et de Brabançonne que le président de la Commission Jean-Claude Juncker nous reçoit longuement dans son bureau du Berlaymont, en ce 21 juillet. C'est la première fois qu'il s'exprime depuis la « pacification » du problème grec.

**Cet accord grec, c'est un bon accord, économiquement et moralement aussi ?**

*L'aspect moral des choses n'est pas le moins important. On a évité le pire, non pas parce qu'on était excessivement sage mais parce qu'on avait peur. C'est la peur qui a permis l'accord. Après la peur, il y a toujours le soulagement.*

**Un accord qui repose sur un réflexe peureux est-il un bon accord ?**

*Oui, car on a évité le pire. Mais j'ai constaté sur ce point, comme sur la migration, une rupture factuelle des liens de solidarité en Europe. Et donc je sors de cette expérience, content – on ne peut pas en sortir heureux – mais très inquiet sur le futur des choses. Et là je ne parle pas de la seule Grèce mais de l'ensemble des préoccupations qui doivent être les nôtres. Mais cet accord est bon, car il existe. J'avais dit à un moment que le nouveau gouvernement grec était en train de se suicider par peur de la mort. Nous avons évité la mort et nous avons tout fait pour éviter le suicide.*

**Beaucoup pointent les éléments extrêmement durs pour la Grèce dans cet accord ?**

*Je crois très sincèrement que la Grèce a tort de se sentir humiliée, parce que, notamment la Commission a tout fait pour arrondir les angles. Nous sommes une des trois institutions avec le FMI et la BCE qui a préparé l'accord définitif, mais nous l'avons fait avec plus d'enthousiasme et de cœur. La Commission a fait du bon travail et j'ai par ailleurs une admiration qui dure pour la nation grecque.*

**Et ses dirigeants ?**

*J'ai trouvé Alexis Tsipras sympathique, je l'ai accueilli avec beaucoup d'amitié. Et j'ai toujours pris soin de ne pas lui faire perdre la face, parce que c'est une méthode de négociation qui n'est pas européenne.*

**Tout le monde partageait ce souci ?**

*Non. Mais cela m'était égal, car il fallait laisser à cette grande nation des surfaces d'autodétermination.*

**Le sentiment d'humiliation est très présent, pas seulement en Grèce ?**

*Le problème est grec mais les réactions à la solution grecque ne sont pas exclusivement grecques. Car les Européens, comme moi, comme nous, n'aimons pas l'idée que les retraités grecs soient assis en pleurs sur les escaliers d'une banque. Ce n'est pas l'Europe, ça ! Alors j'avais choisi comme méthode – mais c'était surtout une conviction profonde – de parler ouvertement aux Grecs, en respectant leur dignité. Je l'avais fait à de très nombreuses reprises comme président de l'Eurogroupe, contre l'avis de tout le monde qui estimait qu'il fallait leur taper dessus. Je n'ai jamais fait cela. Car je me disais toujours « il faut qu'il y ait en Europe quelqu'un en qui les Grecs peuvent avoir confiance ». J'ai toujours pris soin de parler de la Grèce, presque avec tendresse, au point parfois, lorsque je me relis, d'être même ridicule.*

**Ces antagonismes antigrecs ou antiallemands vous inquiètent ?**

*Oui, je crains le sentiment en Europe suite à cette humiliation grecque, je crains aussi les réactions auxquelles cette solution a conduit et qui resteront probablement la température continentale. J'ai noté dans nombre de pays de la zone euro, et même au-delà, une hargne antigrecque qui s'explique par des motifs strictement nationaux et de politique intérieure, et qui se borne à examiner le côté économique des choses. On fait l'impasse sur les aspects sociaux de la solution de la crise. Au-delà de l'Allemagne, il y a une histoire de désamour : on n'aime plus l'autre, parce qu'il est différent, parce qu'on ne le comprend pas. J'attribue ce désamour au fait que beaucoup de pays étaient beaucoup plus concentrés sur l'explication interne que sur la solution elle-même.*

**De quoi avez-vous eu le plus peur ces dernières semaines ?**

*D'une rupture définitive. Je me suis dit pendant des mois et durant les dernières heures que si l'Eurozone se décomposait, tout pouvait se décomposer. Si l'élément de la construction européenne, longtemps vu comme le couronnement de l'histoire d'après-guerre, allait vers sa perte, on pouvait tout perdre. Pourquoi le marché intérieur, les quatre libertés, pourraient-ils survivre si l'union monétaire se brisait ? Et donc mon angoisse était de voir tout se défaire. Si l'Union monétaire se défait, tout peut être défait.*

**Il y a eu une rupture de tabou**

**lorsque le « non paper » de**

**Schäuble a présenté le fonds de**

**privatisation, et le scénario alternatif du Grexit. C'est grave, non ?**

*J'évalue cela moins dramatiquement que vous. Cette dernière phrase – qui émanait de l'Eurogroupe – était toujours entre pa-*

renthèses au début du sommet. Ce n'était pas la solution souhaitée, mais celle qui resterait si tout le reste échouait. On m'a souvent reproché de répéter qu'il n'y aurait pas de Grexit. Les Allemands et les autres me disaient que cela amenait Tsipras à considérer qu'en fine, quelqu'un sortirait le lapin du chapeau. Or je lui avais dit dès le début : « Ne crois pas que je vais sauver la Grèce en faisant un truc magique. »

**Sur la dette : il y a des points de vue différents entre les institutions, les économistes, les Etats... Les Académies d'Etat... (Il rit) Je lis soigneusement ce qu'écrivent les Prix Nobel et d'autres grands économistes. Il ne faut pas sous-estimer leur influence sur le devenir des choses. J'ai été pris de court par les déclarations du FMI deux ou trois jours avant le référendum, et qui a alimenté la campagne du « non » en Grèce. Ce fut la maladresse d'un moment mal choisi car instrumentalisé. Mais on ne peut pas reprocher au FMI de dire que la dette grecque n'est pas soutenable. En tirer la conclusion qu'il faut agir illico pour alléger le fardeau de la dette grecque, relève cependant d'une méconnaissance profonde des réflexes nationaux.**

J'avais dit il y a des mois à Tsipras que la question de la dette se posait, qu'on allait la résoudre, dès qu'il aurait appliqué les premières mesures de fond. Dans les conclusions du Conseil, il y a une phrase qui dit « après la première évaluation ». Moi, dans le premier texte que les Grecs ont rejeté, j'avais dit octobre, pour que Tsipras ait gain de cause. Mais on a finalement rejeté cette date car quelques pays, Irlande, Portugal, Espagne, ne voulaient pas de cela avant les élections. Sur la dette, on a surtout voulu montrer le bout du tunnel. On l'a déjà allégée fin 2012 et le service de la dette en termes budgétaires est inférieur à celui de la Belgique, notamment. C'est d'ailleurs ce qui a causé un grand problème durant ces semaines douloureuses : 6, 7 ou 8 pays selon le sujet estimaient que la situation de la Grèce était meilleure que la leur, sur le salaire minimum par exemple. Mettons-nous, Belgique, France, ou Luxembourg, dans la position de ces pays : si notre salaire minimum était inférieur à celui de la Grèce, on n'aurait pas eu ni de premier ni de deuxième programme. Il y a rupture des solidarités en Europe, c'est vrai,

mais il y a aussi in fine, comme une renaissance d'une solidarité européenne mal comprise. Ceux qui disent que le programme constitue un massacre, ne connaissent pas tous les ingrédients du dossier et notamment que les niveaux de protection sociale dans plusieurs pays de la zone euro, sont inférieurs aux grecs.

**Des plans de réforme difficiles ne passent jamais sans un minimum d'adhésion des populations. Après tout ce qui s'est passé en Grèce, pensez-vous que cela peut marcher ?**

Une nation, c'est la volonté de vivre ensemble. Cette volonté existe en Grèce. Mais l'Etat grec ne suit pas la volonté nationale : la nation grecque existe, l'Etat grec n'existe pas. Les Grecs sont devenus les victimes de maladroites élections décennales, puisqu'ils ont toujours réélu les mêmes. Et j'ai été très surpris que ce soit un conservateur forcené comme moi qui a dû imposer au nouveau gouvernement grec d'imposer les armateurs et la partie riche de la société grecque. ■

Propos recueillis par  
**BEATRICE DELVAUX**  
**JUREK KUCZKIEWICZ**

## MIGRATION

## ALLEMAGNE

### « Le vrai test, ce sera en 2016 »

Etes-vous satisfait de l'accord des 28 ministres de l'Intérieur, qui ne sont pas arrivés au chiffre de 40.000 réfugiés potentiels à relocaliser, que vous aviez proposé ? Avec 25.000, on n'en est pas très loin, on essaiera d'y arriver d'ici la fin de l'année. J'avais proposé un système obligatoire, en me basant sur la méthode communautaire dont je veux être le nouveau chantre. Les Etats ont voulu remplacer cela par un système volontaire. Le vrai test sera en 2016, car la Commission fera, avec le Parlement, une proposition d'un système obligatoire définitif. Je suis déçu du résultat, mais content que plusieurs Etats membres aient pris comme base, la proposition de la Commission.

### « Elle n'arrive plus seule à imposer sa volonté »

Les gens aiment penser que c'est l'Allemagne qui a imposé sa volonté mais elle n'était pas le premier assaillant de la Grèce. Si sa volonté n'était pas coalimentée par la férocité des propos anti-grecs des autres, on ne pourrait pas dire qu'elle a imposé son souhait. L'Allemagne, bien que forte, n'arrive plus seule, à imposer sa volonté. C'est le concours de plusieurs volontés. Il est faux de dire, sur l'euro, que c'est elle seule qui anime les décisions.

## BELGIQUE

### « Charles Michel a une approche rationnelle »

Et la Belgique ?

Charles Michel était dur, mais moins que d'autres.

La Belgique s'inscrit-elle dans la lignée que vous avez

connue ?

Les Premiers ministres belges que j'ai connus avaient l'Europe dans la peau. Charles Michel a une approche rationnelle. Mais ses interventions sont parmi les plus remarquables, car il jette sur l'Europe un regard d'ensemble, il essaie de re-contextualiser. Il est assez impressionnant dans ses analyses.

Est-il un allié ?

Il a toujours appuyé la Commission.

# nationalisme « Les vieux démons sont toujours vivants »

**Syriza est le premier gouvernement d'une alternative radicale en Europe...**

*.. on l'a vu sur les armateurs...*

**...mais ils ont fini par se retrouver avec un programme plus dur, plus sévère, que ce qu'ils rejetaient dans leur campagne électorale. En fin de compte, une autre idéologie au pouvoir est-elle possible en Europe ?**

*L'expression du suffrage universel dans un pays ne remplace pas les expressions du suffrage universel ailleurs. Ce qui m'a le plus surpris, si je compare les réactions en Europe du Nord et en Grèce, c'est que les ressentiments existent toujours. C'est effrayant, et je ne m'en rendais pas compte à ce point. La crise grecque a mis cela à nu : tout est désormais possible, les vieux démons, les ressentiments, nationaux contre les autres sont toujours vivants. Après tant de décennies, cela m'a choqué.*

**La construction européenne n'a rien résolu ?**

*Les Européens n'aiment pas l'Europe, qui est en mal d'explication. La construction européenne, née de la volonté des peuples, est devenue un projet d'élite, ce qui explique le fossé entre les opinions publiques et l'action européenne. J'ai expliqué un jour que l'Europe se construit en faisant les choses s'il n'y a pas de vacarme ni de protestation, et s'il y en a, on ne la fait pas, ou on répare un peu. Mais on ne peut plus continuer de la sorte.*

**Comment, alors ?**

*J'ai demandé aux commissaires de voyager beaucoup dans l'Union. On n'a jamais vu autant de commissaires dans des parlements nationaux, dans autant de réunions avec les partenaires sociaux, pour parler aux Européens. Mais je vois que cela reste très technique...*

**Mais ces crises sont-elles dues au fait qu'on n'a toujours pas fait disparaître les vieux démons, ou vivons-nous des crises de croissance, à une étape très avancée de la construction européenne ?**

*L'Europe a atteint l'âge de la post-puberté, mais pas encore l'âge adulte. Les maturités se construisent. Dans l'histoire de la construction européenne, il y a eu des crises énormes, dont plus personne ne se souvient aujourd'hui. On surmontera celle-ci aussi. Il est de l'Europe comme des grandes ambitions et des grands trajets : il faut de la détermination et de la patience. Ceux qui en ont, sauront convaincre ceux qui les ont perdues parce que le trajet était trop long.*

**La réponse, c'est la solution Hollande, qui vient de proposer un gouvernement, un parlement et un budget pour la zone euro ?**

*Il dit ce que j'ai toujours dit. Nous avons présenté récemment le « rapport des 5 présidents » sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire. Schulz (le président du Parlement européen), Draghi (patron de la Banque centrale) et moi-même*

*plaidions pour des changements de traités, idée partagée par certains en Allemagne qu'on décrit aujourd'hui comme anti-Grecs, mais pas par des chefs de gouvernement : nous avons donc proposé un rapport timide, trop timide à mes yeux. En 1994 lorsque j'ai présidé la conférence économique et monétaire, nous étions quatre à vouloir mettre le terme de gouvernement économique dans le traité : Bérégovoy, Delors, Maystadt et moi. Tous les autres y étaient opposés. C'était l'erreur de départ ! Si on avait mis autant d'énergie à l'articulation exacte du gouvernement économique, que nous avons mis dans la construction monétaire, nous n'en serions pas là. La Grèce (mais aussi l'Espagne ou l'Irlande) a connu des évolutions salariales qui n'avaient rien à voir avec l'évolution de la productivité. Et on n'a pas les moyens d'empêcher un pays de se jeter dans l'abîme en y entraînant les autres. Je suis très favorable aux idées de Hollande : encore aurait-il fallu qu'il prenne la parole quand j'ai présenté le rapport des 5 présidents. J'avais d'ailleurs reçu une contribution franco-allemande conjointe lors de nos travaux sur ce rapport : elle est très différente de ce que François Hollande a dit l'autre jour. Toujours est-il que la réaction des chefs d'Etat ou de gouvernement à notre rapport a été : bonne rédaction, et maintenant oublions-la. Mais on ne l'oubliera pas, on y reviendra. ■*

**Propos recueillis par  
B.Dx et J.Kz**